

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Une brochure de Léon Trotsky (*Boris Souvarine*).  
— La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale (*Léon Trotsky*).  
— Etre des révolutionnaires (*Victor Serge*).  
— Correspondance. — L'Etat prolétarien (*Ber-*

*treint*). — Les vrais maîtres du monde : J. Pierpont Morgan (*Jean Duplax*). — Accumulation ou désaccumulation ? (*Lucien Révo*). — Chronique internationale : Angleterre (*Walter Newbold*).

## Une brochure de Léon Trotsky

**N**OTRE librairie de l'*Humanité* vient de mettre au jour une nouvelle brochure de Léon Trotsky : *La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale*. Dans quelques heures, elle sortira un nouveau volume de même auteur : 1905.

C'est pour nous un honneur et une satisfaction infinie que de mettre en circulation de telles œuvres, qui enrichissent la pensée communiste et la font rayonner avec plus de force, d'intensité et d'éclat. Notre *Bibliothèque communiste* s'augmente régulièrement de chaque ouvrage digne de son fonds. Les travaux de Lénine, de Trotsky, de Rosa Luxembourg, de Clara Zetkin, de Boukharine, de Varga, de Zinoviev, de Radek, continuent ceux des créateurs de la doctrine communiste moderne. Seul, notre grand Parti Communiste mondial apporte sa contribution à l'élaboration de l'idéologie du prolétariat. Quant à la fameuse « parure intellectuelle » des Partis social-démocrates, elle est plongée dans les combinaisons politiques, dispersée dans les couloirs parlementaires, — et se soucie peu de former et d'éclairer la conscience de la classe ouvrière.

Léon Trotsky s'est imposé très vite comme un des *classiques* de la littérature communiste révolutionnaire. L'heure n'est pas venue d'établir un parallèle entre les auteurs dont les noms sont prononcés plus haut et qui, à l'exception de Rosa Luxembourg morte avant d'avoir donné toute la mesure de son génie, consacrent encore l'essentiel de leurs forces à l'action révolutionnaire. Mais on peut d'ores

et déjà remarquer que Trotsky est celui qui produit sur les lecteurs français la plus forte impression.

Ce n'est pas seulement parce que sa forme est plus brillante que celle des autres théoriciens. Il est vrai que les textes négligés, même quelquefois bâclés, jetés dans la circulation par des hommes qui n'avaient pas le temps de se relire dans la fièvre du combat, n'attirent que les fervents de l'étude communiste ; Trotsky, même quand il écrit hâtivement et que les tâches du salut de la révolution russe ne lui permettent pas de soigner sa forme, reste un écrivain, un journaliste, c'est-à-dire un homme préoccupé de se faire comprendre du plus large cercle possible. Mais c'est encore moins son style attrayant que sa dialectique nourrie et vigoureuse qui lui vaut l'admiration de l'élite du mouvement ouvrier français.

Qu'il parle ou qu'il écrive, qu'il fasse de l'histoire ou qu'il traite de doctrine, Trotsky est toujours un combattant. Et son arsenal est varié ! Il emploie avec aisance l'ironie ou l'apostrophe ; il puise tantôt dans son érudition, tantôt dans son imagination ; il enseigne ou il polémise ; il charme parfois mais, le plus souvent, il attaque. Merveilleusement doué comme penseur, comme écrivain, comme orateur, possédant une grande culture historique et économique, ayant un tempérament d'homme d'action infatigable, il est indiscutablement une des plus grandes forces de la révolution russe et mondiale. De tels hommes

s'identifient sans effort au mouvement même du prolétariat en marche vers la libération de l'humanité. Ils en deviennent l'incarnation. Et l'on ne peut plus discerner si c'est eux qui grandissent le mouvement, ou si c'est le mouvement qui les grandit. Si l'on veut évoquer une grande figure disparue pour découvrir la filiation intellectuelle d'un Trotsky, d'un Lénine, c'est l'image de Marx qui vient irrésistiblement à l'esprit. Lénine, ni Trotsky, ne sont pas des commentateurs de Marx : ils sont ses continuateurs, ils prolongent la pensée de Marx au delà de sa mort. Marx se survit en eux. Et nous nous prenons souvent à nous dire, avec émotion, en songeant à l'indicible regret qu'exprimait Engels dans sa dernière préface au *Manifeste* : Que Marx n'est-il près de nous, pour voir ses fils spirituels continuer son œuvre !

\*  
\*\*

Cette brochure de Trotsky, tout fraîchement éditée, devrait être rapidement dans les mains de tous les militants du prolétariat dignes de ce nom (1). Il n'en est pas un qui n'en ait besoin, pour *comprendre* ou pour *mieux comprendre* la Révolution russe et les formes qu'elle revêt sous la pression des conditions économiques intérieures et extérieures.

Elle contient le rapport présenté par Trotsky au 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, sur la « nouvelle politique » employée par le Parti bolchevik pour franchir victorieusement une nouvelle étape de la Révolution. Ce rapport est suivi de « Thèses » qui en sont le résumé, qui forment le canevas du rapport lui-même. L'ensemble est un exposé très clair de la tactique des bolcheviks, trop souvent présentée par des ignorants ou des diffamateurs à gages comme une capitulation devant le capitalisme, mais qui est, en réalité, une manœuvre intelligente et souple d'hommes politiques réalistes, de révolutionnaires irréductibles et... habiles.

Certains charlatans du socialisme, du syndicalisme ou de l'anarchisme, qui se sont montrés incapables. — ne parlons pas de faire la révolution, mais de rien faire de révolutionnaire, de rien faire qui atteigne la bourgeoisie et serve le prolétariat, de créer des œuvres révolutionnaires, — certains charlatans, disons-nous, qui ne savent que stériliser et paralyser l'action ouvrière, interpellent les bolcheviks, et disent : C'est cela, votre révolution ? Leur inconscience serait bouffonne, si elle n'était pitoyable. Ceux qui ne sont pas contents de cette révolution-là peuvent en faire une autre,

(1) *La nouvelle politique économique des Soviets et la révolution mondiale*, une forte brochure de 80 pages, de Léon Trotsky. Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris. Prix : 1 fr. 25.

supérieure. Qui les en empêche ? Pas les communistes, assurément. En attendant qu'ils nous montrent ce dont ils sont capables, la Révolution russe continue son chemin, malgré eux et malgré Poincaré, Bonar Law, Pilsudsky, Mussolini et *tutti quanti*. Et aux ouvriers qui se seraient laissé troubler par le dénigrement tenace des charlatans de toute espèce, Trotsky expose avec limpidité le secret de la politique des Soviets.

Ce secret consiste dans la volonté inébranlable du Parti bolchevik de continuer et d'approfondir la Révolution commencée, et dans le recours à des moyens de temporisation, celle-ci s'imposant de par là lenteur du développement de la Révolution européenne. Cette temporisation et ces moyens ne sont pas pour plaire aux bolcheviks, mais c'est le caractère arriéré du mouvement révolutionnaire des autres pays qui les oblige de s'y résigner. Ils permettent à la Révolution russe de durer, de vivre, de se fortifier, toutes choses fort appréciables qui valent bien les quelques miettes jetées aux capitalistes sous forme de concessions insignifiantes. Si l'esthétique de la Révolution n'y gagne rien, du moins sa sécurité y trouve-t-elle son compte. Et ceci a, pour de vrais révolutionnaires, une autre importance que cela.

Trotsky n'est pas homme à éluder les questions difficiles, à contourner les points délicats, à se tirer d'affaire par des artifices de dialectique. Au contraire, il va droit aux problèmes qui paraissent insolubles et il y projette un rayon de lumière révélateur. Même nos adversaires sincères seront obligés, après avoir lu ses explications, de convenir de la logique qui les empreint. On peut être ennemi du bolchevisme, de sa théorie ou de sa pratique, mais on ne peut pas dire que les bolcheviks ne sont plus des bolcheviks, ou qu'ils marchent la tête en bas, ou qu'ils servent le capitalisme. Après avoir lu la brochure dont nous parlons, pas un homme sérieux, ami ou ennemi, ne dira que la « nouvelle politique économique des Soviets », la *Nep*, est une politique pro-capitaliste, et que le Parti bolchevik a renoncé à mener à bien son œuvre de révolution sociale.

Seuls continueront à ressasser ces fadaïses les gens qui ont des yeux pour ne pas voir, des oreilles pour ne rien entendre, un cerveau pour ne rien comprendre — ou qui font métier de calomnier la seule Révolution qui soit. Les dénigreur professionnels ne s'embarrasseront pas des arguments de Trotsky, pour la raison *qu'ils ne les liront pas*. Mais les ouvriers intelligents et honnêtes les liront — et nous ne leur en demandons pas davantage. Nous sommes sûrs, d'avance, de leur adhésion consciencieuse.

**Boris SOUVARINE.**

# La nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale

## LA MARCHÉ DE LA GUERRE CIVILE

*Nous publions ci-dessous un chapitre de la remarquable brochure de Léon Trotsky, commentée d'autre part dans l'article de Boris Souvarine. Cette brochure : La Nouvelle Politique économique des Soviets et la Révolution mondiale, est une contribution décisive aux discussions sur la prétendue « évolution » de la Révolution prolétarienne.*

La tâche fondamentale de tout parti révolutionnaire est la conquête du pouvoir. Dans la 2<sup>e</sup> Internationale, ce but n'était, pour parler la langue de la philosophie idéaliste, qu'une « idée régulatrice », c'est-à-dire une idée n'ayant qu'un très lointain rapport avec la pratique.

Ce n'est que durant les dernières années que nous avons commencé d'apprendre sur une échelle internationale à nous assigner la conquête du pouvoir politique comme un but révolutionnaire pratique. La révolution russe y a contribué. Le fait que, pour la Russie, nous pouvons citer une date déterminée — le 25 octobre (7 novembre) 1917 — où notre Parti communiste, à la tête de la classe ouvrière, a arraché le pouvoir politique des mains de la bourgeoisie, montre plus clairement que tous les raisonnements du monde que, pour des révolutionnaires, la conquête du pouvoir n'est pas une « idée régulatrice », mais une tâche pratique.

Le 25 octobre 1917, notre parti a pris la direction de l'Etat. Cela ne signifiait pas — et il n'a pas fallu attendre longtemps pour constater — que la guerre civile fut terminée. Au contraire, ce n'est qu'après le coup d'Etat d'Octobre qu'elle a commencé à se dérouler chez nous dans toute son ampleur. Ce fait n'a pas qu'un intérêt historique, il est une source de sérieux enseignements pour le prolétariat d'Europe occidentale.

Pourquoi en a-t-il été ainsi ? Il faut en chercher la raison dans l'état culturel et politique arriéré du pays qui venait à peine de sortir de la barbarie du régime tsariste. Grâce aux Doumas municipales, aux Zemstvos, à la Douma d'Empire, etc., etc., la grande bourgeoisie et la noblesse avaient une certaine expérience politique. La petite bourgeoisie, elle, en avait très peu et la grande masse de la population, la paysannerie encore moins.

Aussi, est-ce précisément dans ce milieu le plus amorphe que la contre-révolution a pu trouver ses principales réserves : des gros bonnets campagnards et, jusqu'à un certain point, la paysannerie moyenne. Et ce n'est qu'après que la bourgeoisie eut bien compris ce qu'elle perdait avec la perte du pouvoir et qu'elle eut constitué un centre de combat contre-révolutionnaire qu'elle réussit à trouver accès auprès des couches et éléments paysans et petits-bourgeois : mais, par nécessité, elle dut céder les postes dirigeants aux éléments les plus réactionnaires recrutés parmi les officiers de la haute noblesse. Et, ainsi, la

guerre civile ne se déroula véritablement qu'après la révolution d'Octobre. Et les innombrables victimes de cette guerre civile furent la rançon de la facilité avec laquelle nous avons conquis le pouvoir le 25 octobre 1917. Dans les pays plus civilisés et dont le développement capitaliste est plus avancé, la situation sera indubitablement bien différente. Là, les masses populaires entreront dans la révolution beaucoup plus formées au point de vue politique. L'orientation des divers groupes et couches du prolétariat et, à plus forte raison, de la petite bourgeoisie, sera, il est vrai, encore sujette à des oscillations et des variations considérables ; mais ces variations auront pourtant quelque chose de plus systématique ; aujourd'hui découlera plus directement d'hier. En Occident, la bourgeoisie se prépare à repousser l'attaque, elle connaît plus ou moins les éléments sur lesquels il lui faudra s'appuyer et elle organise à l'avance ses cadres contre-révolutionnaires. C'est ce que l'on voit en Allemagne, c'est ce que l'on observe, quoique moins nettement, en France et, enfin, sous une forme achevée, en Italie, où, à une révolution arrêtée à mi-chemin, a succédé une contre-révolution pleine et entière qui a utilisé non sans succès quelques procédés et méthodes de la révolution.

Qu'est-ce à dire ? Qu'il ne sera probablement pas possible de prendre à l'improviste la bourgeoisie européenne comme nous l'avons fait pour la bourgeoisie russe. La bourgeoisie européenne est plus intelligente, plus perspicace ; elle ne perd pas de temps. Tout ce qu'il est possible de mettre sur pied contre nous, elle le mobilise déjà. De la sorte, le prolétariat révolutionnaire se heurtera dans sa marche au pouvoir non seulement aux avant-gardes de la contre-révolution, mais aussi à ses réserves les plus importantes. Ce n'est qu'après avoir battu, désorganisé et démoralisé ces forces de l'ennemi qu'il s'emparera du pouvoir étatique. Par contre, après la révolution prolétarienne, la bourgeoisie vaincue n'aura plus de réserves où puiser le matériel pour la prolongation de la guerre civile. En d'autres termes, après la conquête du pouvoir, le prolétariat européen aura, selon toute probabilité, pour son œuvre de construction économique et culturelle, une liberté d'action beaucoup plus grande que celle que nous avons eue au lendemain du coup de force. Plus la lutte pour le pouvoir d'Etat aura été dure et pénible, moins ce pouvoir sera disputé au prolétariat après sa victoire.

Cette thèse générale doit être subdivisée et concrétisée par rapport aux différents pays selon leur structure sociale et le moment où ils entreront dans la révolution. Il est évident que plus grand sera le nombre de pays où le prolétariat aura terrassé la bourgeoisie, plus les douleurs de l'enfantement de la révolution seront allégées pour les autres pays, et moins la bourgeoisie vaincue sera tentée d'entreprendre la lutte pour le pouvoir — surtout si le prolétariat montre qu'il ne badine pas dans ces questions. Or, évidemment, il le montrera. Et, en l'occurrence, il pourra uti-

liser entièrement l'exemple et l'expérience du prolétariat russe. Nous avons commis des fautes dans différents domaines et, il va de soi, en politique également. Mais, en somme, nous avons donné à la classe ouvrière européenne un assez bon exemple de décision, de fermeté et, quand il l'a fallu, d'implacabilité dans la lutte révolutionnaire. Or, cette implacabilité est la plus haute humanité révolutionnaire, parce que, assurant le succès, elle raccourcit par là même la voie pénible de la crise. La guerre civile n'a pas été seulement un événement militaire. Événement militaire, elle l'a été, n'en déplaise aux honorables pacifistes et, parmi eux, à ceux qui, par je ne sais quel malentendu, errent encore dans les rangs de notre Parti communiste. Mais elle n'a pas été que cela : elle a été aussi un événement politique et même principalement politique. La lutte pour les réserves politiques, c'est-à-dire avant tout pour la paysannerie, s'est déroulée selon les méthodes de la guerre. Perpétuellement hésitante entre le bloc de la bourgeoisie et des grands propriétaires servis par la « démocratie » et le prolétariat révolutionnaire, la paysannerie, à la minute décisive, au moment où il lui fallait faire définitivement son choix, se rangeait invariablement du côté du prolétariat et soutenait ce dernier — non pas par des bulletins de vote démocratiques, mais par des vivres, des chevaux et des armes. C'est ce qui a décidé de la victoire en notre faveur.

Ainsi donc, la paysannerie a eu un rôle immense dans la révolution russe. Ce rôle sera aussi très grand dans les autres pays où, comme en France, par exemple, la paysannerie représente encore plus de la moitié de la population. Mais croire que la paysannerie peut jouer dans la révolution un rôle dirigeant indépendant égal à celui du prolétariat serait une erreur profonde. Si nous avons vaincu dans la guerre civile, c'est moins par la justesse de notre stratégie révolutionnaire que par la justesse de notre stratégie politique, qui était alors invariablement à la base de nos opérations militaires. Nous n'avons jamais oublié un instant que la tâche fondamentale du prolétariat consistait à attirer à lui la classe paysanne. Mais nous ne faisons pas cela à la manière des socialistes-révolutionnaires. Ces derniers, on le sait, séduisaient les paysans par la perspective d'un rôle démocratique indépendant, puis les livraient pieds et poings liés aux grands propriétaires fonciers. Mais nous, nous étions persuadés que la paysannerie, masse hésitante, est incapable dans son ensemble de jouer un rôle indépendant et, à plus forte raison, un rôle révolutionnaire dirigeant. Par nos actions décisives, nous avons mis les masses paysannes dans la nécessité de choisir entre le prolétariat révolutionnaire et les officiers et les nobles qui s'étaient mis à la tête de la contre-révolution. Si nous n'avions abattu aussi résolument la cloison démocratique, la paysannerie aurait oscillé perpétuellement entre les différents camps et nuances de la « démocratie », et la révolution eût infailliblement péri.

Après la conquête du pouvoir, la tâche de construction, et avant tout de construction économique, se pose comme la tâche centrale et en même temps comme la tâche la plus difficile. La solution de cette tâche dépend de facteurs d'ordre et d'importance différents : tout d'abord du degré de développement des forces productrices et en particulier de la corrélation entre l'industrie et l'économie rurale ; en second lieu, du niveau de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir d'Etat ; en troisième lieu,

de la situation politique internationale et intérieure (défaite définitive ou résistance de la bourgeoisie ; interventions militaires étrangères ; attitude des techniciens de la classe intellectuelle envers le nouveau pouvoir, etc.).

A considérer leur importance relative, ces facteurs de la construction socialiste doivent être rangés dans l'ordre où je viens de les énumérer. Le plus important est le degré de développement des forces de production ; ensuite vient le niveau culturel du prolétariat, et enfin la situation politique ou militaire dans laquelle se trouve ce dernier aussitôt après la prise du pouvoir. Mais ce n'est là qu'une suite logique. Pratiquement, la classe ouvrière, immédiatement après la conquête du pouvoir, se heurte tout d'abord à des difficultés politiques. Chez nous, par exemple, c'étaient les fronts des gardes-blancs, les interventions militaires, etc. Ce n'est qu'en second lieu que l'avant-garde prolétarienne se heurte aux difficultés découlant directement de l'insuffisance de développement culturel des grandes masses ouvrières. Et ce n'est qu'en troisième lieu que l'œuvre de construction économique se heurte aux limites imposées par le niveau des forces de production.

Notre parti, une fois au pouvoir, a effectué son travail presque constamment sous la pression des exigences de la guerre civile, et il est impossible de comprendre l'histoire de la construction économique de la Russie soviétique pendant les cinq années de son existence si on la juge uniquement du point de vue de l'opportunité économique. Il faut la juger en tenant compte tout d'abord de la nécessité militaire, politique et, en second lieu seulement, de l'opportunité économique.

La saine raison économique ne coïncide pas toujours, loin de là, avec la nécessité politique. Ainsi, durant la guerre, il peut arriver que pour échapper à l'offensive de la garde blanche qui vous poursuit l'épée dans les reins, on fasse sauter un pont. Économiquement parlant, c'est là une destruction absurde ; politiquement, c'est une nécessité. Et ce serait une sottise doublée d'un crime que de ne pas faire sauter le pont à temps... Notre économie a été rebâtie en premier lieu sous la pression de la nécessité où nous nous trouvions de sauvegarder par la force le pouvoir de la classe ouvrière. A l'école élémentaire du marxisme, nous avons appris qu'on ne saurait, de la société capitaliste, sauter d'un bond à la société socialiste. Nul d'entre nous n'a jamais interprété de cette façon le fameux saut d'Engels, de l'empire de la nécessité dans le royaume de la liberté : personne n'a cru que l'on pouvait transformer la société du jour au lendemain. En réalité, Engels avait en vue toute une époque de transformations révolutionnaires, ce qui, du point de vue de l'histoire universelle, constitue bien un « saut ». Mais du point de vue du travail pratique, il n'y a pas là un saut, mais tout un système de réformes, de transformations liées entre elles et, parfois, de mesures très détaillées. Il est évident que, du point de vue économique, l'expropriation de la bourgeoisie n'est justifiée que dans la mesure où l'Etat ouvrier est capable d'organiser sur de nouvelles bases les entreprises expropriées. La nationalisation en bloc que nous avons réalisée en 1917-1918 ne répondait nullement à cette condition. Les possibilités d'organisation de l'Etat ouvrier étaient loin de pouvoir suffire à l'organisation de toutes les entreprises nationalisées. Mais il faut considérer que nous avons effectué cette nationalisation sous la pression de la guerre civile. Et il n'est pas difficile de démontrer et de comprendre que si nous avions voulu agir plus prudemment au point de vue économique, c'est-à-dire procéder à l'expropriation de la bourgeoisie

avec une gradation raisonnable, c'eût été de notre part une grande imprudence, une folie politique. Si nous avions agi ainsi, nous n'aurions pas maintenu la possibilité de fêter le cinquième anniversaire de la Révolution à Moscou, en compagnie des communistes du monde entier. Il faut se représenter nettement toutes les particularités de notre situation, telle qu'elle était après le 25 octobre 1917. Oui, si nous étions entrés sur l'arène du développement socialiste après la victoire de la Révolution en Europe, notre bourgeoisie aurait été complètement découragée et il n'eût pas été difficile de triompher entièrement d'elle. Après la prise du pouvoir par le prolétariat russe, elle n'eût pas osé broncher. Nous aurions pu alors ne prendre tranquillement en mains que les grandes entreprises et laisser, en attendant, les moyennes et les petites subsister sur les bases du capitalisme privé ; plus tard, nous aurions nationalisé les entreprises moyennes en nous conformant rigoureusement aux possibilités et aux besoins d'organisation et de production. Cette façon de procéder eût incontestablement correspondu à la « raison » économique ; mais, par malheur, la logique des événements politiques n'a pu tenir compte des considérations économiques. D'ailleurs, il est à remarquer que la révolution est par elle-même l'expression du fait que la « raison économique » ne dirige pas le monde : la révolution socialiste n'a encore pour tâche que d'instaurer le règne de la raison dans le domaine de l'économie et, par là même, dans tous les autres domaines de la vie sociale.

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le capitalisme était encore intact, comme il l'est maintenant sur toute la surface du globe ; mais notre bourgeoisie ne voulait à aucun prix croire que le coup d'Etat d'octobre était quelque chose de sérieux et de durable : dans toute l'Europe, dans tout le monde, se disait-elle, c'est la bourgeoisie qui est au pouvoir, et chez nous, dans la Russie retardataire, c'est le prolétariat ! Dans sa haine furieuse contre nous, la bourgeoisie russe ne voulait pas nous prendre au sérieux. Les premiers décrets du pouvoir révolutionnaire furent accueillis par des sarcasmes ; on n'en tenait pas compte, on ne les appliquait pas. Il n'était pas jusqu'aux vendeurs de journaux — qui, pourtant, n'ont jamais brillé par la bravoure — qui refusaient de prendre au sérieux les mesures révolutionnaires les plus importantes du gouvernement ouvrier. Il semblait à la bourgeoisie que tout cela n'était qu'une farce tragique, qu'un malentendu. Comment pouvait-on apprendre à la bourgeoisie et à ses laquais à respecter le nouveau pouvoir, sinon en lui enlevant sa propriété ? Il n'y avait pas d'autre moyen. Chaque fabrique, chaque banque, chaque bureau, chaque boutique, chaque cabinet de réception d'avocat était une forteresse dressée contre nous et donnait à la contre-révolution agissante une base matérielle et une liaison organique. A cette époque, les banques soutenaient presque ouvertement les saboteurs en payant leurs appointements aux fonctionnaires en grève. C'est pourquoi nous avons abordé la question, non pas du point de vue de la raison économique abstraite (comme Kautsky, Otto Bauer, Martov et autres impotents politiques), mais du point de vue des exigences de la guerre révolutionnaire. Il nous fallait terrasser l'ennemi, lui enlever ses sources de ravitaillement sans nous inquiéter si notre organisation économique pouvait embotter le pas. Dans la sphère de la construction économique, nous avons été contraints en cette période de concentrer nos efforts sur les tâches les plus élémentaires : fournir à l'Etat ouvrier, ne fût-ce que le minimum de ce qui était nécessaire pour assurer son existence, nourrir

et équiper l'Armée rouge qui défendait cet Etat sur tous les fronts de guerre, nourrir et habiller (mais cette tâche ne venait qu'en second lieu) la partie de la classe ouvrière restée dans les villes. C'est à cette organisation économique primitive, qui a tant bien que mal accompli ces tâches, qu'on a donné dans la suite le nom de « communisme de guerre ».

Pour définir la nature du communisme de guerre, trois questions sont principalement à envisager : la façon de se procurer les vivres ; leur répartition ; la régularisation du travail de l'industrie étatique.

A l'avènement du pouvoir soviétique, ce n'était pas la liberté du commerce des céréales qui existait, mais le monopole qui s'appuyait sur l'ancien appareil commercial. La guerre civile désorganisa cet appareil et l'Etat ouvrier fut, par suite, obligé de créer à la hâte un appareil à lui pour retirer les céréales de chez les paysans et les concentrer entre ses mains.

Les vivres étaient répartis presque indépendamment de la productivité du travail. Il ne pouvait en être autrement. Pour établir une correspondance entre le travail et le salaire, il faut avoir un appareil de direction économique beaucoup plus parfait et de grandes ressources alimentaires. Or, pendant les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout d'assurer à la population urbaine la possibilité de ne pas mourir de faim. On y arrivait au moyen du système de la ration égale. La réquisition de l'excédent de la production paysanne et la répartition des rations étaient, au fond, des mesures propres à une forteresse assiégée et non des mesures d'économie socialiste. Dans certaines conditions, si la révolution en Occident s'était produite rapidement, le passage du régime de forteresse assiégée au régime socialiste eût été évidemment pour nous considérablement allégé et accéléré. Mais nous reviendrons à cela plus tard...

En quoi consistait donc l'essence du communisme de guerre par rapport à l'industrie ? Toute économie ne peut exister et se développer que s'il existe une certaine proportion entre ses diverses parties. Il y a des rapports quantitatifs et qualitatifs déterminés entre les différentes branches de l'industrie. Une certaine proportion est nécessaire entre les branches qui produisent des objets de consommation et celles qui créent des moyens de production. Il faut également une certaine proportion à l'intérieur de chacune de ces branches. En d'autres termes, les ressources matérielles et la main-d'œuvre d'une nation et de toute l'humanité doivent être réparties d'après une certaine proportion entre l'agriculture et l'industrie et les différentes branches de l'industrie, pour qu'il soit possible de soutenir l'existence de l'humanité et d'assurer son développement.

Comment y arrive-t-on ? En régime capitaliste, on y arrive par le marché, au moyen de la libre concurrence, du mécanisme de l'offre et de la demande, des variations de prix, de l'alternance des périodes d'activité et des périodes de dépression. Nous qualifions cette méthode d'anarchique et nous avons raison. Elle comporte un gaspillage effroyable de forces et de valeurs et, par des crises périodiques, provoque fatalement des guerres qui menacent d'engloutir toute la civilisation humaine. Mais cette méthode capitaliste anarchique, dans les limites de son action historique, établit pourtant une proportionnalité relative entre les différentes branches de l'économie, une corrélation nécessaire grâce à laquelle seulement la société bourgeoise peut vivre sans étouffer, sans disparaître complètement.

Notre économie d'avant-guerre avait sa proportionnalité interne, réglée par le jeu des forces

capitalistes sur le marché. La guerre survint et amena des bouleversements profonds dans les rapports réciproques des différentes branches de l'économie. Comme des champignons vénéneux, les entreprises de l'industrie de guerre surgirent en foule, au détriment de l'industrie normale. Puis ce furent la révolution, la guerre civile avec ses dévastations, le sabotage avec sa sape sournoise. Quel héritage reçûmes-nous ? Une économie qui n'avait plus que de faibles survivances de la proportionnalité de ses parties, une économie qui, formée par le capitalisme, avait été ensuite mutilée par la guerre impérialiste et enfin, complètement détruite par la guerre civile : voilà quel fut notre héritage. Par quels moyens avons-nous pu déboucher dans la voie du développement économique ?

En régime socialiste, l'économie sera dirigée selon les méthodes socialistes et, par suite, la proportionnalité nécessaire des différentes branches sera obtenue au moyen d'un plan rigoureusement équilibré, plan qui comportera, certes, une grande autonomie des parties constitutives, mais qui sera appliqué sous un contrôle national et ensuite mondial. Une telle mainmise sur l'économie tout entière, un tel enregistrement socialiste parfait ne peut être réalisé *a priori*, spéculativement, par les méthodes bureaucratiques ; il ne peut surgir que de l'adaptation progressive du calcul économique courant, pratique, aux ressources et aux possibilités matérielles existantes, ainsi qu'aux nouveaux besoins de la société socialiste. Mais il faut longtemps pour y arriver. Par quoi aurions-nous pu et aurions-nous dû commencer en 1917-1918 ? L'appareil capitaliste : marché, banques, bourse, était détruit. La guerre civile battait son plein. Il ne pouvait être question d'entrer en accord économique avec la bourgeoisie ou même seulement avec une partie de la bourgeoisie, c'est-à-dire de conférer à cette dernière certains droits économiques. L'appareil bourgeois de gestion économique était détruit non seulement sur l'échelle nationale, mais dans chaque entreprise. Par suite, un problème vital se posait à nous : il nous fallait construire, ne fût-ce qu'un appareil provisoire, rudimentaire, pour retirer de l'industrie chaotique qui nous avait été léguée, les produits les plus indispensables pour l'armée du front et de l'arrière et pour la classe ouvrière. Au fond, ce n'était pas là une tâche économique au sens large du mot, mais une tâche militaire industrielle. Avec le concours des syndicats, l'Etat s'empara matériellement des entreprises industrielles et créa un appareil centralisé, extrêmement lourd et encombrant, qui pourtant permit d'assurer à l'armée l'équipement et les munitions nécessaires, en quantité il est vrai, mais cependant suffisante pour nous empêcher d'être vaincus et même pour nous donner la victoire dans la lutte.

La politique de réquisitions de l'excédent de la production paysanne menait inévitablement à la réduction et à l'abaissement de la production agricole. La politique d'égalisation des salaires menait inévitablement à l'abaissement de la productivité du travail. La politique de direction bureaucratique centralisée de l'industrie excluait la possibilité d'une utilisation véritablement centralisée et compétente de l'outillage technique et de la main-d'œuvre. Mais toute cette politique du communisme de guerre nous avait été imposée par notre situation de forteresse assiégée avec une économie désorganisée et des ressources épuisées.

L'on nous demandera si nous n'espérons pas passer du communisme de guerre au socialisme

sans grand détour, bouleversement économique et retour en arrière, c'est-à-dire par une ligne ascendante plus ou moins droite. En effet, dans cette période nous espérons fermement que le mouvement révolutionnaire en Europe occidentale se développerait plus rapidement. C'est là un fait incontestable. Et si le prolétariat en Allemagne, en France, en Europe en général, s'était emparé du pouvoir en 1919, toute notre évolution économique aurait revêtu une forme entièrement différente. En 1883, Marx écrivait à Nicolas Danielson, un des théoriciens des *narodniki* (populistes) russes, que si le prolétariat s'emparait du pouvoir en Europe avant que l'*obchtchina* (communauté rurale) eût complètement disparu de la scène historique, cette communauté rurale pourrait devenir en Russie le point de départ du développement communiste. Et il avait parfaitement raison. A plus forte raison pouvions-nous supposer alors que, si le prolétariat s'emparait du pouvoir en 1919, il prendrait à sa remorque notre pays arriéré au point de vue économique et culturel, nous aiderait avec sa technique et son organisation et nous permettrait ainsi d'arriver, en corrigeant et en modifiant les méthodes de notre communisme de guerre, à l'économie véritablement socialiste. Oui, nous espérons qu'il en sera ainsi. Notre politique ne s'est jamais basée sur l'atténuation des possibilités et des perspectives révolutionnaires. Au contraire, en tant que force révolutionnaire vive, nous avons toujours cherché à élargir ces possibilités, à les épuiser complètement. Ce sont MM. Scheidemann et Ebert, qui, à la veille de la révolution, nient la révolution et se préparent à devenir ministres de l'empereur. La révolution les prend au dépourvu, ils patagent lamentablement, puis à la première occasion se transforment en instruments de la contre-révolution. Quant aux gens de l'Internationale 2 1/2, ils s'efforçaient particulièrement, à ce moment, de se distinguer de la 2<sup>e</sup> Internationale, et c'est pourquoi ils proclamèrent la venue d'une époque révolutionnaire et reconnurent la dictature du prolétariat. Mais il va de soi que ce n'était là chez eux que des mots. Au premier reflux, tous ces éléments hybrides retournèrent sous l'aile de Scheidemann. Mais le fait même de la formation de l'Internationale 2 1/2 attestait que la perspective révolutionnaire de l'Internationale communiste, et en particulier de notre parti, n'était nullement « utopique » au point de vue non seulement de la tendance générale, mais du rythme du développement.

Ce qui manqua au prolétariat révolutionnaire après la guerre, ce fut un parti révolutionnaire. La social-démocratie a sauvé le capitalisme, c'est-à-dire retardé de plusieurs années l'heure de sa perte, ou, plus exactement, prolongé son agonie, car l'existence actuelle du monde capitaliste n'est autre chose qu'une agonie qui traîne en longueur.

Toujours est-il que, de ce fait, la République soviétique s'est trouvée dans les conditions les plus défavorables pour son développement économique. La Russie ouvrière et paysanne se trouva dans le cercle du blocus économique. Ce qui nous venait d'Occident, ce n'était pas une aide technique ni un secours d'organisation, mais des interventions militaires successives. Et lorsqu'il apparut nettement que nous sortirions vainqueurs de la guerre, il devint clair que, dans le domaine économique, il nous faudrait encore très longtemps compter uniquement sur nos propres forces et ressources.

L. TROTSKY.

# Etre des Révolutionnaires

On est frappé, quand on étudie l'histoire du mouvement révolutionnaire russe de l'impuissance des répressions. Pendant plus d'un demi-siècle, l'autocratie russe a réprimé impitoyablement un mouvement révolutionnaire d'abord infime et qui sembla plus d'une fois près d'être totalement extirpé. Dans ce combat, pourvue de tous les moyens des puissants Etats modernes, elle n'a pas cessé de viser à l'extermination des éléments « malsains ».

Après le tsarisme rien ne peut plus être inventé dans l'ordre de la répression. La prison « par mesure administrative », infligée sur un soupçon, à terme indéterminé ; l'exil des Sibéries chez les primitifs yakoutes, chez les Khoungouses et, là-bas, la misère morale, le scorbut, les petites persécutions, l'abâtissement par la solitude dans une steppe désertique ; le bagne avec la chaîne et le châtiment corporel — Dotoïevskij fut fouetté deux fois !

— la suppression de toute presse, la censure des lettres, le « caviardage » des journaux étrangers ; la traque des juifs et des esprits avancés ; les fusillades en masse de grévistes ou de manifestants ; la création par Zoubatov d'un syndicalisme policier (1904-05), l'organisation des bandes de Cent Noirs (l'Union du Peuple Russe), fascisme authentique ; la corruption en grand du mouvement libérateur, la provocation systématisée dans tous les partis, développée jusqu'à leur donner des chefs ; la délation et l'espionnage partout ; les portiers des habitations privées tous indicateurs de la police, le système des passeports à l'intérieur ; des agences de corruption politique et de mouchardage à Paris, à Londres, à New-York. — L'arsenal du tsarisme contenait toutes ces armes et Mussolini, on le voit, n'a rien innové. Cet arsenal n'a servi de rien. Le tsarisme a-t-il seulement réussi à différer l'heure de sa chute ? L'historien en doutera. La révolution de 1905 dont la répression procura à l'autocratie un sursis de 12 ans, nous apparaît aujourd'hui comme le prélude nécessaire de celle de 1917 ; et nous ne pensons pas qu'elle ait pu s'achever en révolution sociale dans une Europe capitaliste à l'apogée de sa prospérité. Un régime, condamné par l'histoire, qui réprime, nous fait penser au nageur insensé qui, remontant à grand-peine le courant, penserait arrêter le cours du fleuve. La prison, le bagne, l'exil, la persécution trempent les révolutionnaires. L'échafaud leur procure des prosélytes que nulle tribune de propagande ne leur acquerrait, la mort des martyrs secoue profondément les masses populaires, entretient dans les jeunesses le culte de l'héroïsme révolutionnaire. La provocation même se retourne un jour contre le régime qu'elle achève de déshonorer. Chaque succès de la répression est un pas vers la chute.

Après chaque répression, le flot de la haine populaire monte un peu plus haut autour du trône. Le 22 janvier 1905, la troupe tira devant le Palais d'Iiver de Petersbourg sur une foule de suppliants, conduite par deux prêtres portant des images saintes et le portrait du tsar : ce jour-là, le tsarisme était blessé à mort.

La répression ne peut que causer de grandes souffrances au prolétariat. Retarder, *peut-être*, sa victoire. Au fond son impuissance à sauver un régime de réaction est complète.

Trotzky a indiqué dans quelques articles l'explication théorique de ce fait, la répression agissant contre le courant de l'histoire, celle que mettent en œuvre des classes finissantes, est inutile. Aux mains d'une classe montante, appelée par la nécessité historique à prendre le pouvoir, appelée à détruire et à créer, parce qu'elle ouvre une ère nouvelle, la répression est une arme utile.

Il est bon de se rappeler ces simples vérités expérimentales à l'heure où en Italie, en Pologne, en Espagne, dans les Balkans, aux Etats-Unis, les classes possédantes placent leur suprême espérance dans une coercition énergétique.

\*\*

En un demi-siècle de répression, le tsarisme n'avait réussi qu'à créer *une forte race révolutionnaire*. L'action illégale était la seule possible. Le militant risquait continuellement sa liberté. Aucun bien-être durable ne lui était permis. L'adhésion au parti imposait de grands devoirs, entraînait des risques, mais était dépourvue de tout avantage matériel. L'illégalité et le bagne exerçaient à la longue, dans les milieux révolutionnaires, une sélection infiniment profitable. Les tempéraments enclins à la petite vie bourgeoise en étaient éliminés. Ne demeuraient dans les partis que des sincérités indomptables.

Ces révolutionnaires dont nous avons parcouru quelques dizaines de sommaires biographies, en dépit de la profonde impression de beauté morale qu'ils produisent sur nous, aperçus maintenant dans les perspectives de la lutte sociale, étaient, en réalité, des hommes très simples, remplis comme nous tous de faiblesses et de défauts, manquant souvent d'intelligence fraternelle ou de bonté... Les héros les plus purs ne sont jamais pétris que d'argile humaine. Et ces hommes-là, héroïques, étaient même trop simples pour prétendre à l'héroïsme...

Sans doute, mais ils étaient des forts dans la guerre des classes. Forts et aguerris. Grands par là-même.

Essayons de définir leur force. Demandons-leur ce que c'est que d'être des révolutionnaires ?

On distingue quelquefois la vie privée du militant de sa vie publique. On a raison : un parti de classe ne peut demander au militant que de bien servir sa classe. Mais il n'en est pas moins vrai que le vrai révolutionnaire est toujours, en tout, un révolutionnaire. L'exemple de ceux-ci en fait foi.

1° Leur détachement de la société bourgeoise est complet. Au mépris de la légalité bourgeoise ils n'ont ni le mépris des conventions morales imposées par la bourgeoisie. Ils professent, — bien consciemment ou non, cela est secondaire, — une éthique nouvelle : fidélité révolutionnaire, camaraderie, égalité de l'homme et de la femme ;

2° Chez les intellectuels issus des classes moyennes ou bourgeoises, l'adhésion au prolétariat est totale, sans réserves. En entrant dans la lutte des classes, ils ont renoncé à l'aisance, aux carrières avantageuses, le plus souvent au confort dans la vie privée ; ils sont devenus résolument des pauvres. Cette rupture économique et morale avec leur milieu original les assimile à la classe ouvrière (1) ;

3° Ces révolutionnaires consentent par avance à la persécution. Le risque en est inhérent à l'accomplissement de leur tâche. Un des traits les plus frappants de leurs biographies c'est qu'ils recommencent sans cesse, jusqu'à la mort, l'œuvre interrompue par la prison. En prison, d'ailleurs, ils la continuent par le labeur intellectuel. Leur vaste culture, beaucoup l'ont acquise dans les geôles... ;

4° De ce qui précède dérive avec le temps le pli professionnel du révolutionnaire pour qui la vie n'a plus de sens en dehors de l'action, qui est devenu un conspirateur, un dialecticien, un propagandiste achevé. La révolution russe et les congrès internationaux de Moscou ont rendu familier aux communistes le type du « révolutionnaire professionnel » (le mot est de Lénine), connaissant plusieurs pays, diverses prisons, une demi-douzaine de langues, possédant à fond la doctrine marxiste, érudit du reste, grand lecteur, mais pratique comme on l'est quand on a beaucoup lutté.

Nous serions arrivés aux mêmes conclusions en étudiant la vie des révolutionnaires russes des partis autres que le nôtre.

Socialistes révolutionnaires avant 1917, socialistes-révolutionnaires de gauche, maximalistes, anarchistes, mencheviks même avant octobre — et souvent depuis — ont été de la même race. Et si, dans la bataille qui s'est livrée entre eux et les bolcheviks, ces derniers ont vaincu, cela tient avant tout à leur interprétation, de beaucoup la plus juste, du sens des événements. Dans l'ordre des supériorités

(1) Lénine entendait depuis de longues années qu'il en fut ainsi. La scission entre bolcheviks et mencheviks s'est produite jadis sur un article de statut du parti socialdémocrate, défendu par Lénine, et qui spécifiait que seuls les membres de l'organisation illégale — persécutée — seraient considérés comme appartenant au parti. — V. S.

individuelles et collectives, cependant, cela tient encore à un facteur important.

Les bolcheviks étaient pourvus d'une forte doctrine scientifique — le marxisme — déterminant une méthode de pensée et de combat. Cette supériorité se manifestait par leur remarquable unité de pensée et d'action par leur vivante discipline de parti, par leur liaison avec les masses ouvrières.

Elle leur a donné une facile victoire sur les socialistes-révolutionnaires de gauche, idéalistes sans programme pratique ni tactique prolétarienne ; sur les maximalistes, ardente petite secte ; sur les anarchistes, divisés en une infinité de sectes et sous-sectes, absolument incapables de s'assigner des tâches concrètes en conformité avec les besoins des masses ; sur les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite qui avaient tout bonnement cessé d'être des révolutionnaires.

Victor SERGE.

## CORRESPONDANCE

Camarade Souvarine,

Puisqu'une discussion est déclarée ouverte par le camarade Bertreint sur l'impérialisme ouvrier, nous nous permettons, obscurs militants de province, d'exprimer brièvement notre point de vue à ce sujet.

Tout d'abord, qu'il nous soit permis de te dire que tu n'as pas prouvé « qu'on ne peut pas, comme marxiste, parler d'impérialisme ouvrier ». Nous croyons, au contraire, que la formule nouvelle d'*impérialisme ouvrier* est une heureuse trouvaille du camarade Bertreint. S'il est vrai, comme tu l'écris, que de vieilles expressions servent souvent à traduire de nouvelles idées, on ne saurait nier et il *devrait être entendu une fois pour toutes* que de nouvelles expressions peuvent aussi traduire heureusement de vieilles idées.

Marx n'ayant pas formulé de définition de l'impérialisme, nous acceptons le sens étymologique du mot, sans nous inquiéter de l'interprétation qu'on pu lui donner. M. le vicomte de Gobineau et ses commentateurs.

A nos yeux, il existe deux impérialismes, comme il existe deux dictatures. Les dissidents et résistants de tout poil l'ont bien compris, qui ne laissent passer aucune occasion de protester fielleusement contre tous les impérialismes *quels qu'ils soient*. Devrons-nous également renoncer à l'expression de *dictature du prolétariat*, sous le prétexte qu'elle fait « tiquer » de nombreux ouvriers arriérés ? Le camarade Bertreint a nettement dégagé cette idée dans son article magistral. Il est inutile d'ergoter et de se chicaner davantage sur le sens d'un terme accessible à tous les cerveaux ayant déjà compris la nécessité de la dictature prolétarienne. Ce n'est pas au moment où le gouvernement de Poincaré fait mitrailler nos camarades allemands et emprisonner nos meilleurs militants qu'il s'agit de ratiociner et de couper les cheveux en quatre.

Reçois, camarade Souvarine, nos salutations communistes.

Camille RIEUSSEC, Louis ROCH.



# L'ÉTAT PROLÉTARIEN

Dans deux articles précédents, j'ai défini à grands traits le monde capitaliste d'après-guerre et esquissé les grandes lignes d'une société communiste achevée.

Trouver le chemin que doit se frayer le prolétariat, luttant contre la classe ennemie pour s'arracher aux formes sociales d'aujourd'hui et se diriger avec le minimum d'erreurs vers le communisme, marquer les principales étapes de la route que doit parcourir l'ensemble de la classe ouvrière et chacune de ses fractions nationales, établir les règles stratégiques et tactiques de cette marche en avant dans l'histoire, déterminer notamment les formes de la liaison et de la solidarité les plus efficaces entre les prolétariats de chaque pays ; faire tout cela, c'est établir le programme de l'Internationale Communiste, qui nécessairement comprend avec une partie générale, les programmes nationaux de ses différentes sections et les règles de coordination des efforts de chacune d'elles avec les efforts des autres.

Voici une comparaison qui permettra à chaque camarade de se poser clairement le problème :

Le prolétariat est comme une immense armée dont l'objectif final est le communisme

L'armée ennemie : le capitalisme, de plus en plus combative, s'interpose entre le prolétariat et l'objectif à atteindre.

Le champ de bataille grandiose où se déroule cette lutte est le monde et l'histoire.

Il faut déterminer l'axe de marche du prolétariat et la série des objectifs transitoires pour lesquels il est susceptible de se battre : c'est la partie générale du programme.

Il faut faire le même travail pour chaque prolétariat national en tenant compte des particularités du terrain sur lequel il se meut : c'est la seconde partie du programme de l'Internationale. Elle doit comprendre au moins les programmes nationaux des sections les plus importantes.

Enfin, chaque prolétariat ne fonce pas droit devant soi sans se soucier de ses voisins. Le front de la bataille des classes s'étend d'un bout à l'autre du monde et n'est pas rectiligne. L'avance à chaque instant possible pour la classe ouvrière d'un pays donné n'est pas seulement déterminée par le rapport entre les forces dont elle dispose et celles dont dispose la classe ennemie ; cette avance possible est aussi déterminée à chaque instant par la situation générale et en particulier par la situation des prolétariats voisins. L'aide des prolétariats frères, les uns plus avancés, les autres moins profondément engagés dans la lutte, entre en ligne de compte. Elle est l'un des facteurs les plus importants de la détermination du mouvement ouvrier à chaque instant possible dans chaque pays.

Trouver les règles de la coordination et de la synchronisation des efforts des différents prolétariats, de manière à maintenir le maximum de cohésion dans les rangs de l'armée ouvrière mondiale, c'est la troisième partie du programme de l'Internationale Communiste.

En 1917, un fait nouveau s'est produit qui doit nécessairement influencer sur la stratégie et sur la tactique du prolétariat international. La révolution

bolchevique a donné naissance au premier Etat prolétarien.

Définir le rôle de cet Etat prolétarien et de ceux qui pourraient naître demain, déterminer de quelle manière les Etats prolétariens peuvent être utilisés en vue de l'établissement de l'hégémonie internationale du prolétariat, condition préalable d'une marche plus rapide au communisme sur le plan mondial, constitue l'un des points importants du programme de l'Internationale Communiste. Pour voir clair dans ce problème, il est indispensable de répondre d'abord à cette question :

Qu'est-ce qu'un Etat prolétarien ?

\* \*

L'expérience de l'époque où nous vivons montre que la décomposition de l'économie capitaliste et la tension des antagonismes sociaux qui en résulte, se produit en général bien avant que l'achèvement de la concentration capitaliste ait arraché à tous les travailleurs la possession de leur instrument de travail, avant que la prolétarianisation de tous les travailleurs soit complètement achevée.

Ainsi les conditions objectives et subjectives de la Révolution se trouvent réalisées avant la disparition totale des classes moyennes rurales ou citadines.

Dans ces conditions, il est bien évident que la prise du pouvoir par le prolétariat ne peut se faire qu'avec l'aide ou tout au moins la neutralité d'une partie importante de ces classes moyennes et en particulier de leurs éléments paysans qui tiennent entre leurs mains le sort alimentaire de la Révolution.

Par son origine, l'Etat prolétarien est donc l'organisation, sous l'impulsion du prolétariat, du front révolutionnaire victorieux.

Pratiquement, la prise du pouvoir ne peut s'opérer par la pénétration légale du prolétariat dans les organes de l'Etat bourgeois.

A supposer que le capitalisme s'endorme au point de permettre à cette pénétration légale de prendre un assez grand développement, le capitalisme se réveillera quand sa domination se trouvera directement menacée, et n'hésitera pas à recourir aux armes et à fomenter une contre-révolution préventive. S'il en était autrement, le capitalisme ne serait pas le capitalisme.

L'Etat bourgeois dispose de tout un appareil technique qui par l'agencement de ses rouages, et par la formation sentimentale et intellectuelle de ses cadres de fonctionnaires ne peut dans son ensemble agir qu'en faveur du maintien de la domination capitaliste.

Un ministère communiste appuyé sur une majorité parlementaire communiste se heurterait, non seulement à une résistance directe et acharnée de la bourgeoisie, mais encore à la résistance sournoise plus ou moins active : à un véritable sabotage de la part de fractions importantes des hauts cadres de l'appareil technique et administratif de l'Etat, dès qu'il s'attaquerait aux prérogatives dominatrices de la grande bureaucratie et dès qu'il entreprendrait d'abolir le privilège capitaliste.

La lutte violente ne pourrait être évitée. Elle

n'aboutirait à la victoire ouvrière qu'en brisant l'appareil de l'Etat bourgeois.

Le gouvernement ouvrier peut être une excellente revendication permettant de mettre les masses en mouvement, il ne saurait en aucun cas faire l'économie d'une révolution violente.

C'est parce que les masses prolétariennes perdront leurs illusions seulement par l'expérience, que nous adoptons dans les pays de grande maturité révolutionnaire le mot d'ordre du gouvernement ouvrier.

Même s'il n'était pas absurde de concevoir, en régime capitaliste, la possibilité pour un grand nombre d'ouvriers de pénétrer les institutions bourgeoises et de les encadrer, peut-on faire abstraction de la puissance d'assimilation des organes de l'Etat bourgeois ? Comment admettre que l'influence du milieu, l'attrait des gros traitements, les relations bourgeoises avec toutes les tentations de subtile corruption qu'elles comportent, ne transformeront pas dans un grand nombre de cas la mentalité prolétarienne en mentalité bourgeoise ?

Combien avons-nous vu de pacifistes, de socialistes même, devenus officiers pendant la guerre, se transformer peu à peu en bourgeois chauvins dans l'atmosphère de caste où ils se trouvaient plongés.

Ne connaissons-nous pas les dangers d'assimilation bourgeoise de l'élite prolétarienne qui va siéger au Parlement ? Ne savons-nous pas que pour conserver leur activité parlementaire et extra-parlementaire au service de la classe ouvrière, ce n'est souvent pas trop de la discipline de fer du Parti qui les oblige à garder le contact étroit avec la vie, la souffrance et l'espérance prolétariennes ?

L'exemple des révolutions du passé, de celles qui ont substitué à un mode de production périmé un nouveau mode de production, est là qui nous apprend que la classe nouvelle accédant au pouvoir a dû briser l'ancien appareil d'Etat qui ne lui était pas maniable pour y substituer ses propres institutions.

La Révolution bourgeoise de 1789, qui acheva de substituer au mode de production artisan et féodal le mode manufacturier, n'a-t-elle pas dû briser l'appareil d'Etat de la royauté, non seulement l'appareil central, mais aussi les corporations et la hiérarchie seigneuriale, afin de libérer l'ouvrier de ses entraves corporatives et le paysan de sa soumission au seigneur, pour en faire des travailleurs libres de vendre aux capitalistes leur force de travail ?

La Révolution de 1789 n'a-t-elle pas dû forger de toutes pièces le régime parlementaire ?

Le prolétariat peut-il méconnaître les leçons que lui ont données les classes qui ont avant lui conquis le pouvoir pour réaliser révolutionnairement le système politique, économique et social d'aujourd'hui ?

L'Etat prolétarien n'est pas une forme bourgeoise enfermant un contenu ouvrier. L'Etat prolétarien a nécessairement sa forme originale.

Le prolétariat ne peut vaincre et ne peut conserver sa victoire qu'avec le concours ou tout au moins la neutralité des classes moyennes et des paysans.

Il ne peut travailler à l'édification d'une économie communiste que s'il s'assure la prépondérance sur les classes moyennes qui furent plus ou moins ses alliées.

Par sa structure, l'Etat prolétarien est l'organisation, dirigée par les prolétaires, des travailleurs n'exploitant pas le travail d'autrui.

Pour sauvegarder la Révolution des retours offensifs du capitalisme, pour contraindre les capi-

talistes à concourir au travail long et difficile de l'édification de l'économie nouvelle, le prolétariat doit supprimer la classe exploiteuse.

D'autre part, le prolétariat ne saurait venir à bout par l'emploi habituel de la force, de la multitude dispersée des boutiquiers, des artisans et surtout des paysans.

C'est surtout par le développement de la grande industrie et de la grande culture mécanique qu'il est possible de faire disparaître les classes moyennes en les intégrant dans le système de la grande production.

Le prolétariat doit donc manœuvrer de manière à obtenir des travailleurs des classes moyennes leur adhésion aux mesures qui préparent les conditions économiques de leur disparition.

Par son objet, l'Etat prolétarien, c'est, sous l'hégémonie du prolétariat, la dictature exercée par la démocratie de l'immense majorité des travailleurs sur l'infime minorité que représente la classe capitaliste.

L'Etat prolétarien, en but aux attaques des nations capitalistes coalisées contre lui, ne peut subsister que par l'appui des classes ouvrières des autres pays, empêchant ou atténuant les entreprises interventionnistes de la contre-révolution.

Par le fait même de son existence continuée, l'Etat prolétarien constitue le premier anneau de la victoire mondiale du prolétariat.

Si, par son but final, l'Etat prolétarien est l'un des instruments les plus puissamment organisés de la construction du communisme à l'échelle mondiale, nous savons que cet Etat se meut dans un monde encore capitaliste et qu'il ne peut vivre en s'isolant ; nous savons que cet Etat dominant les classes autres que le prolétariat, doit tenir compte des problèmes posés par l'existence continuée de larges masses non prolétariées.

Des concessions transitoires au capitalisme international et aux paysans de l'intérieur, sont, dans ces conditions, nécessaires au maintien de la Révolution et à son développement.

La classe ouvrière victorieuse dans un ou plusieurs pays, ne peut s'enfermer en elle-même. Elle ne peut faire abstraction, ni nationalement, ni internationalement, des problèmes posés par l'existence des autres classes qui jouent encore un rôle dans l'économie nationale ou mondiale.

Par sa stratégie et par sa tactique, liées intimement à la stratégie et à la tactique de la classe ouvrière du monde entier, l'Etat prolétarien examine et résout tous les problèmes qui se posent à lui, par rapport à l'intérêt prolétarien qui se confond avec le développement international du communisme.

Ayant ainsi défini l'Etat prolétarien par ses origines, sa forme, sa structure, son objet, sa signification internationale ; ayant indiqué sommairement l'essence de sa stratégie et de sa tactique, il nous reste à examiner, et ce sera l'objet d'un prochain article, quelques problèmes concrets de stratégie révolutionnaire qui ont été abordés par Boukharine et qui ont soulevé une certaine émotion dans quelques milieux ouvriers.

A propos de cet examen, nous distinguerons d'ailleurs toujours entre, d'une part, les prolétaires honnêtes et sincères qui ont cru voir de très bonne foi dans le rapport de Boukharine, un abandon ou une déviation des principes fondamentaux du communisme, et, d'autre part, les politiciens qui, cherchant à dénaturer et à caricaturer les idées exprimées par Boukharine sous sa propre responsabilité, n'ont eu d'autre but que de s'en faire une arme contre l'Internationale Communiste.

BERTREINT.

# Les vrais Maîtres du Monde

## J. PIERPONT MORGAN

« J. P. Morgan est un de ceux qui, avec Rockefeller et Kuh Loeb, forment la trinité qui tient le monde dans le creux de sa main. » Telle est l'opinion de notre camarade Walton Newbold, et il ne semble pas qu'elle soit exagérée.

Nous essaierons, dans la mesure où nos moyens d'information nous le permettent, d'étudier l'influence et la puissance de J. P. Morgan and Co, ce qui nous obligera à faire le tour du globe. Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur les causes qui ont assuré au capitalisme yankee la position dominante qu'il occupe aujourd'hui. L'or exporté d'Europe par suite de la guerre a fait des Etats-Unis le pays qui possède actuellement la plus grande partie du précieux métal en circulation à travers le monde.

J. Pierpont Morgan and Co, qui forment les principales puissances de la Bourse de New-York (Wall Street), se trouvent à la tête de l'*United Steel Corporation* (Trust de l'acier) dans lequel ils possédaient, en 1919, 300 millions de dollars ; ils contrôlaient à cette époque plus de 60.000 kilomètres de chemins de fer (*North Pacific Railway Co*) ; ils ont fondé l'*International Marine Co*, la *Westinghouse Electric Manufacturing Co*, l'*International General Electric Co*, la *First National Bank of New-York*, la *First National Bank of Boston*, la *Pullman's Co* (wagons) ; ils ont fusionné le *Great Northern*, le *Northern Pacific and Burlington Railway*, en une société valant 2 milliards et demi de dollars (ce qui fait, au cours du change, plus de 40 milliards de francs) ; ils se trouvent également dans l'*American International Corporation*, qui groupe plusieurs entreprises industrielles et commerciales, sans compter les compagnies d'assurances et les affaires de toutes sortes situées dans leur zone d'influence.

Les capitaux dont ils disposent s'élèvent à plusieurs milliards de dollars, ce qui peut permettre d'évaluer l'étendue de leur influence.

### » Morgan Grenfell and Co

Par *Morgan Grenfell Co* de Londres, ils occupent une position de premier plan dans le monde des affaires britanniques. Leur associé Edward-Charles Grenfell est membre du Conseil d'administration de la *Banque d'Angleterre* ; il a été choisi par la City de Londres pour la représenter au Parlement britannique, et c'est là un fait singulier ; on le trouve dans la *London Electric Railway Co*, la *City and South Railway Co*, la *Central London Railway Co* ; il est allié aux Sassoon et, de ce fait, son influence s'étend à la *Hong-Kong and Chang-Hai Banking Corporation* et à la *Hudson Bay Company*. Ajoutons que le cousin de E. C. Grenfell est lord Desborough, président de la *British Imperial Chamber of Commerce* ; il serait aussi allié aux Goschen, que nous trouvons dans la *Chartered Bank of India Australia and China*, dans la *Bank of Roumania Ltd*, dont le président est le vicomte Goschen ; dans la *Banque Impériale Ottomane*. Rappelons que l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, en août 1914, était sir Edward Goschen.

Signalons aussi que J. P. Morgan de New-York sont les agents financiers du gouvernement britannique aux Etats-Unis et qu'ils furent chargés à ce titre de centraliser et d'acquitter la plupart des commandes faites par les alliés en Amérique. Morgan-Grenfell furent chargés de négocier à New-York un emprunt de 400 millions de livres sterling pour le trésor britannique, tandis que J. P. Morgan and Co groupaient 2.500 banques américaines pour subvenir aux emprunts formidables qu'ils durent réaliser, et on comprend les bonnes raisons qui amenèrent les Etats-Unis à entrer dans la Croisade du Droit, de la Civilisation, etc., contre l'Allemagne, qui n'eut pas la chance, comme les Alliés, d'être débitrice des financiers de Wall Street.

### Morgan Harjes and Co

Le groupe Morgan est représenté en France par la banque *Morgan Harjes et Cie, de Paris*. Il semble intéressant de noter quels rapports il a noués avec le monde des affaires français qui, de plus en plus, tombe sous la domination de la finance yankee. Signalons d'abord la *French American Banking Corporation* de New-York (capital 2 millions de dollars), dans laquelle nous trouvons trois représentants du *Comptoir National d'Escompte de Paris* (le président, M. Paul Boyer, et deux directeurs) ; le vice-président de la *Banque de l'Indo-Chine* (Stanislas Simon), le président de l'*International General Electric Co* (Gerard Swapp), administrateur de sa filiale française, la *Compagnie Française Thomson-Houston*, dont le président, Charles Laurent, était il y a peu de temps ambassadeur de France à Berlin. Dans le Conseil d'administration de la *Thomson-Houston*, nous trouverons également Hermania H. Harjes, de *Morgan Harjes et Cie* ; Alexandre Giros, de *Giros et Cie* (Loucheur), de la *Société Générale d'Entreprises* (Loucheur), qui a réalisé des bénéfices considérables pendant et après la guerre, et qui contrôle la *Société Générale d'Entreprises au Maroc*, la *Compagnie Générale d'Entreprises Sud-Américaines*, la *Compagnie Générale d'Entreprises de l'Empire ottoman*, la *Société d'Exploitation Forestière et d'Industrie du bois* ; elle participe au *Syndicat des Chemins de fer du Cameroun* et à celui des *Forces Hydrauliques du Maroc* ; elle a entrepris d'importants travaux d'électrification pour le compte du gouvernement de l'Afrique Occidentale Française sur le Sénégal et le Niger, etc., etc.

Nous retrouvons Morgan Harjes et Cie dans la *Société d'Etudes pour la Reconstruction de Smyrne*, aux côtés de la *Société Française* (création de Creusot). Notons aussi que la Thomson-Houston contrôle la *Compagnie Hellénique d'Electricité* et qu'elle possède des entreprises en Italie.

En décembre dernier, J. P. Morgan and Co ont acquis 220.000 actions de *Boden Kredit Anstalt*, de Vienne, où ils retrouvent J. H. Schroeder and Co de Londres, qui sont alliés aux *Speyer and Co* de New-York, lesquels ont des attaches à Francfort-sur-Mein. Mais le groupe Morgan n'intervient pas

directement dans les affaires de l'Europe Centrale ; il a confié ce soin à *Schneider et Cie* (le Creusot) et à la *Banque de l'Union Parisienne*.

### Schneider et l'Union Parisienne

La *Banque de l'Union Parisienne* compte parmi ses administrateurs, Eugène Schneider, de *Schneider et Cie* ; Jean Jadot, de la *Société Générale de Belgique* (Bruxelles, capital 100 millions), la *Wiener Lombard und Escompte Bank*, la *Banque d'Etat du Maroc*, la *Banque Russo-Chinoise*, l'*Anglo-South American Bank* qui contrôle la *British Bank of South America* et la *Commercial Bank of Spanish America* ; la *Banque Générale du Nord*, la *Banque Centrale de Maubeuge* ; elle possède de gros intérêts dans la *Société Belge des Chemins de fer du Mexique*, la *Compagnie Générale des Chemins de fer de la Province de Buenos-Ayres*, dont le président est Lucien Villars, administrateur de l'*Union Parisienne* ; la *Compagnie Auxiliaire des Chemins de fer du Brésil*, la *Compagnie des Chemins de fer du Bas-Congo*, l'*Union Minière du Haut Katanga (Congo)*, la *Société Internationale Forestière et Minière du Congo*, la *Compagnie des Diamants de l'Angola*, la *Société des Ateliers de Constructions Electriques de Charleroi*, la *Société Générale Belge de Produits chimiques*, la *Compagnie Financière Belge du Pétrole*, la *Banque Centrale de la Dive*, la *Wiener Bankverein*, la *Banque Commerciale du Congo*, le *Banco de Cartagena de Madrid* ; J. Jadot préside aussi la *Banque d'Anvers* (capital 35 millions). Il existe des rapports entre Jadot, les Sassoon et les Goschen, rattachés également à Morgan par Grenfell.

Eugène Schneider, autre administrateur de l'*Union Parisienne*, se trouve, avec cette banque, dans l'*Union Européenne Industrielle et Financière* (capital 75 millions). Cette affaire, qui forme un des trusts industriels les plus puissants de l'Europe Centrale, contrôle les anciens *Etablissements Skoda* (Tchéco-Slovaquie) l'*Oesterreichische Huttenwerksgesellschaft* (houillères, hauts fourneaux), la *Société des Forges et Aciéries de Huta-Bankowa* (Pologne), qui possède une participation importante dans la *Skoda*, ainsi que dans la *Société des Mines et Usines autrichiennes* ; elle a également quatre filiales dans le bassin du Donetz.

On retrouve Schneider dans l'*Orient-Railway Co* (Budapest), dont il a acheté 51.000 actions à 300 francs, de concert avec la *Banque pour le Commerce et l'Industrie*. Eugène Schneider est président de la *Société Anonyme des Aciéries Tchéco-Slovaques*, laquelle englobe aussi la *Société anonyme pour l'Industrie sidérurgique*, dont le directeur général, Jendrich Belchribeck, est directeur général de la *Zivnostenka Banka de Prague*. La *Zivnostenka Banka* contrôle la majeure partie de l'activité industrielle et commerciale de la Tchéco-Slovaquie ; elle représente les intérêts français en Europe Centrale et en particulier ceux du groupe Schneider, Union Parisienne, en opposition avec ceux du groupe Marconi, Castiglioni, Stinnes, Isaacs représentés par la *British Hungarian Bank* de Budapest et ses satellites.

La *Zivnostenka* étend son influence sur la *Banque d'Escompte de Bohême*, la *Banque de Crédit de Prague*, la *Banque d'Escompte de la Basse Autriche*, le *Crédit Foncier d'Autriche*, contrôle la *Banque Roumaine pour le Commerce et l'Industrie* de Bucarest, la *Banque Slovène de Belgrade*, la *Banque Roumaine de Commerce et de Crédit de Prague* à Bucarest, qui contrôle la *Banca Romana de Comert* à Jassy ; la *Banca Portulin* à Braïla, la

*Banca Constantza*, à Constantza ; la *Banca Dunarca*, à Giurgiu.

La *Zivnostenka* est alliée à la *Banque Industrielle de Bohême*, à Prague (capital : 210 millions de couronnes), qui contrôle la *Banque Industrielle Hungaro-Tchèque* (Yougoslavie) ; elle patronne un puissant syndicat qui doit réunir les *Usines Slovaques de Harnadthal*, les *Charbonnages et Usines du Domaine de Cobourq* et les ateliers slovaques de la *Société Runa Murany et Salzo Tarjan*. Nous retrouvons Schneider dans l'*Ungarische-Franzoesische Hafenbau A. G.*, constituée avec un capital de 100 millions de couronnes pour la construction du port de Budapest.

Voici quelques-unes des entreprises contrôlées par les *Tréfileries du Havre (Schneider)* : *Hauts Fourneaux de la Chiers*, *Société Lorraine Minière et Métallurgique*, *Etablissements Métallurgiques de la Gironde*, *Société d'Alais, Fraques et Camargue*, *Société del Aluminio Italiano* (aluminium), *Société Norvégienne des Nitrures*, *Société Italienne Tréfilerie et Laminatori di Metall*, *Société Espagnole de Constructions Electro-Mécaniques*, *Société des Applications Industrielles*, *Société des Lignes Télégraphiques et Téléphoniques*, *Chantiers de la Gironde*, *Corderies de la Seine*.

Citons, pour plus de précision, cette courte note donnée par la presse financière en avril dernier : « Par l'intermédiaire d'une filiale, la *Franco-American Industrial Development*, le Creusot vient d'emprunter 10 millions de dollars aux capitalistes yankees ». Naturellement, les capitalistes yankees étaient, en l'occurrence, représentés par J. Pierpont Morgan et Cie, que leur position dominante dans le trust de l'Acier place en fraternité d'affaires avec Schneider et qui ne sont pas fâchés de placer des capitaux en Europe Centrale, celle-ci constituant une richesse industrielle formidable. La réunion du fer de Lorraine et de la houille et du coke de la Ruhr ne doit pas non plus les laisser indifférents, et cela peut expliquer en partie la politique hésitante du gouvernement de Washington à propos de l'occupation de la Ruhr ; il se trouve placé entre Morgan d'une part et Rockefeller de l'autre. On sait que le *groupe Rockefeller* s'est servi à diverses reprises de *Kuhn Coch and Co* pour faire échec à Morgan ; *Kuhn Coch and Co* sont en relations d'affaires assez intimes avec la *Warburg Bank de Hambourg* et avec *Harriman*, qui a financé la *Hamburg America* de M. Cuno. Il y a quelque temps, le *Journal de la Banque et de la Bourse*, publié par la *Journée Industrielle*, qui est tout acquise à la politique du *Comité des Forges de France*, attaquait *Kuhn Coch and Co* de New-York, en disant que c'était grâce à leur appui que l'Allemagne avait obtenu le « relèvement temporaire de son mark ». Tout ceci démontre que le centre politique et économique du monde s'est déplacé et qu'il se trouve maintenant aux côtés de l'or de la vieille Europe, à Wall Street.

Pour finir, nous voulons montrer quelles sont les relations de Schneider dans le monde des affaires français. Dans le *Comité des Forges*, il rencontre les *de Wendel*, qui possèdent de gros intérêts dans l'industrie métallurgique de Lorraine ; par l'*Union Parisienne*, il est en rapports avec les *Mallet* et les *de Neufville*, de la *Banque de France* ; de la *Banque Impériale Ottomane*, où ils retrouvent les Goschen, de la *Banque Franco-Argentine* ; de *Schneider et Cie*, etc. ; avec François-Marsal, ancien ministre des Finances, de la *Banque Privée Lyon-Marseille* ; de l'*Electro-Câble*, de la *Société Maritime des Pétroles*, de la *Banque Générale du Nord*, de la *Banque d'Alsace-Lorraine*, etc.

Schneider est allié au comte de Saint-Sauveur,

qui représentait les intérêts du Creusot dans les usines Poutilov de Petrograd, qui est membre du Conseil d'administration de la *Société Industrielle et Financière pour la Russie* (avec ce bon M. Noulens, ex-ambassadeur à Petrograd) et de la *Société Provençale de Constructions navales* (Schneider), où il rencontre Delaunay-Belleville (Schneider) et de la *Banque de France*. Nous voyons encore, dans l'Union Parisienne : Théodore Laurent, vice-président du *Comité des Forges de France*, président des *Hauts Fourneaux et Aciéries de Differdange* (Luxembourg), directeur général des *Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt*, administrateur de la *Société des Ateliers et Chantiers de la Gironde* (Schneider), des *Aciéries de Romlas*, des *Mines de l'Ouzna*, de la *Société Lyonnaise des Houillères du Rhône*, des *Houillères de la Sarre et Moselle*, de la *Dillinger Hüttenwerke*, de la *Banque des Pays du Nord* (filiale de la puissante *Banque de Paris et des Pays-Bas*), président de la *Compagnie Générale d'Extrême-Orient*, où il rencontre Auguste Normand, de la *Société de*

*Saint-Gobain* (produits chimiques) ; Henri de la Mathe, des *Tréfileries et Laminoirs du Havre* (Schneider) ; Xavier Coisy, de *Giros et Cie* (Louches) ; de Page de la Tour, de la *Thomson-Houston* ; René Thiron de la Chaume, de la *Banque de l'Indo-Chine* ; Aristide Blank, de la *Banque Marmarosch-Bank and Co*, de Bucarest, etc.

Cette longue liste est loin d'être complète, et il serait trop long de s'étendre davantage dans le cadre d'un article ; mais elle permet de donner une idée de ce qu'est la puissance de ces « businessmen », véritables rois, auprès desquels les fautes politiques qui dirigent les Etats soi-disant démocratiques comptent pour peu de chose. De plus, ces faits illustrent de façon frappante la loi de concentration capitaliste dont les effets ne peuvent que s'accroître de jour en jour et débordent nettement sur le terrain international. Au prolétariat de comprendre qu'il doit, lui aussi, mener la lutte sur ce même terrain, s'il ne veut pas être maintenu indéfiniment dans la situation qu'il occupe actuellement.

Jean DUPLEIX.

## Accumulation ou désaccumulation ?

Les camarades Louzon et Ollivier sont en train de discuter, dans *la Vie Ouvrière*, un problème encore plus important qu'il n'apparaît du premier coup d'œil. D'après Louzon, l'accumulation du capital a cessé, et dans notre époque de décadence capitaliste, nous nous trouvons en pleine désaccumulation. Le capitalisme consomme plus qu'il ne produit : « Le capital mondial ne s'accroît plus, mais il décroît. » Ollivier, par contre, est d'avis « que cette soi-disant désaccumulation du capital n'est qu'un mythe », et que, pour le capital social, il ne peut y avoir de désaccumulation.

La désaccumulation est-elle possible ? Y a-t-il, en ce moment, accumulation ou désaccumulation ? Voilà les deux questions qui se dégagent de la façon dont nos deux camarades posent le problème.

En ce qui concerne la première, la guerre nous a montré que la désaccumulation du capital n'est pas un mythe, mais qu'elle peut devenir une poignante réalité. De 1914 à 1918, la société capitaliste a consommé, au delà de la plus-value extorquée aux travailleurs, une partie de la substance même du capital. La folie impérialiste a consumé, sans les reproduire, d'énormes quantités de moyens de production et la force de travail de 19 à 20 millions d'êtres humains. Les richesses amassées dans l'époque de prospérité antérieure à la première guerre mondiale furent détruites pour des buts tout à fait improductifs. Il n'y a donc pas de doute que la désaccumulation est possible : nous l'avons même vécue pendant quatre longues années.

Quant à la seconde des deux questions, une réponse affirmative nous mettrait en contradiction avec les idées que Rosa Luxembourg a exprimées dans son œuvre fondamentale sur « l'Accumulation du Capital ». Rosa Luxembourg y démontre que l'impérialisme est la conséquence fatale de l'accumulation. Comment expliquer les sévices impérialistes de nos

jours, s'il n'y avait pas accumulation ? D'ailleurs, Ollivier a fourni des preuves à l'appui de la thèse que le capital s'accumule en ce moment. Il suffit de feuilleter les bilans des grandes entreprises capitalistes, des trusts et d'autres engins exploités, pour s'en convaincre.

Cependant, malgré les erreurs contenues dans l'argumentation des camarades Louzon et Ollivier, l'accumulation du capital nous fournit l'explication, non seulement du fascisme, mais aussi de l'impérialisme. C'est grâce à elle que nous réussirons à comprendre les rapports entre ces deux phénomènes qui caractérisent la période finale du développement capitaliste.

\*  
\*\*

L'accumulation est une fonction normale de la production capitaliste. Elle est le trait essentiel qui distingue la *reproduction simple ou primitive* du moyen âge de la reproduction capitaliste de nos jours. Ce qui était accidentel ; hasard ou exception, dans la production féodale : l'élargissement des moyens de production devint la loi suprême dans la production capitaliste. En régime féodal, le seigneur se contentait d'extorquer aux serfs autant qu'il pouvait consommer avec sa famille et sa suite (1). La classe capitaliste moderne ne peut, normalement, même si elle voulait, consommer tout son profit. Le capitaliste produit, *non pour conserver le capital qu'il a investi, mais pour l'agrandir*. Cette tendance à l'accumulation s'impose à tous les capitalistes ; ceux dont le capital s'accumule plus lentement risquent d'être devancés et écrasés par leurs concurrents. La lutte pour l'existence pousse la classe capitaliste à rouvrir chaque nouvelle période de production avec un plus

(1) Nous parlons, bien entendu, de la production féodale d'avant les débuts du capitalisme.

grand capital qu'elle n'avait investi dans la précédente. La reproduction capitaliste, *reproduction élargie*, se poursuit d'étape en étape sur une échelle plus élevée.

On sait que le moteur de la production capitaliste est le profit ; non le profit tout court, mais un profit sans cesse croissant. Comme le capital grandit d'une période de production à l'autre, le profit, engendré par un capital accru, doit forcément s'accroître dans la même mesure.

L'accumulation du capital — accumulation sans cesse croissante — est la loi suprême de la production capitaliste. Sans accumulation, il n'y a plus de stimulant pour l'activité du capitaliste. Toute interruption de l'accumulation capitaliste compromet gravement la production même. Aussi le premier souci de la société capitaliste consiste-t-il à assurer l'accumulation du capital et à écarter tous les obstacles qui s'y opposent. Car au moment où le capitalisme ne pourra plus accumuler, il sera perdu.

\*  
\*\*

Mais il ne suffit pas de produire pour que l'accumulation du capital puisse s'accomplir. Nous sommes en société capitaliste : les marchandises produites dans une fabrique doivent être échangées contre d'autres marchandises, nécessaires à recommencer la production, et sur une plus vaste échelle : outillage, force de travail, vivres et objets de luxe pour le capitaliste. L'échange, en société capitaliste, se fait par l'argent. Avant de pouvoir accumuler, le capitaliste doit réaliser la plus-value contenue dans les produits de sa fabrique, il doit vendre ses fabrications, les transformer en argent comptant.

Vendues uniquement aux bourgeois ou aux prolétaires, les marchandises produites ne pourraient que reconstituer le capital investi dans la production. D'où la somme nécessaire à réaliser aussi la plus-value pourrait-elle bien venir ?

A qui la classe capitaliste peut-elle les vendre ? Les ouvriers ne pourront en acheter qu'une infime partie, limitée par la hauteur de leur salaire. L'échange, ventes et achats, effectué au sein de la classe capitaliste, reste sans influence sur la hauteur et la répartition du capital social. Ce n'est ni de la classe bourgeoise ni du prolétariat que peut provenir l'argent nécessaire à la réalisation du capital agrandi. Il n'y a que les classes non-capitalistes, petits-bourgeois, paysans et les populations des pays pré-capitalistes qui peuvent le fournir. De là les luttes acharnées pour les débouchés, pour les colonies, pour le marché mondial.

Cependant, l'évolution du capitalisme réduit de plus en plus les classes sociales placées entre les capitalistes et les salariés. Les colonies sont réparties et s'acquièrent à leur tour à la production capitaliste. Les possibilités d'accumulation se réduisent à vue d'œil, les manœuvres impérialistes pour la possession des colonies et du marché mondial se transforment en guerres ouvertes. Voilà la racine de l'impérialisme. Si le Comité des Forges et les autres organisations capitalistes poussent à la guerre, c'est pour assurer l'accumulation et la production au régime capitaliste. Sur le niveau actuel du développement

capitaliste, l'accumulation, constamment menacée, ne peut être maintenue que par la guerre. Et quand même Schneider et Wendel seraient des pacifistes notoires, ils ne pourraient agir autrement qu'ils ne font.

\*  
\*\*

Nous avons vu que les guerres impérialistes sont dues en premier lieu aux efforts des grands trusts capitalistes, organisés en Etats, d'assurer, par l'accumulation, la marche de la production capitaliste. Il en est de même avec le fascisme.

La guerre mondiale, avec ses immenses destructions, avec ses quatre années de désaccumulation et avec les traités de paix qui s'ensuivirent, a rendu excessivement difficile la reprise de la production normale d'avant-guerre. Les Etats occidentaux, plus forts, disposant de plus de réserves, bénéficiaires des traités de paix, réussirent à surmonter les difficultés, à remettre l'accumulation en marche, avec le résultat que le marché mondial, plus rétréci par l'accumulation intensifiée et par le développement capitaliste aux pays coloniaux, suffit de moins en moins à assurer cette accumulation. Aussi de nouveaux conflits impérialistes deviennent-ils plus menaçants que jamais.

En Europe centrale, par contre — et ce n'est qu'ici que Louzon a raison avec sa théorie de la désaccumulation — l'accumulation capitaliste ne fonctionne que fort péniblement. Privée de ses colonies, l'Allemagne cherche accès au marché mondial par d'autres moyens : tantôt par le « dumping » que les capitalistes allemands provoquent par la chute du mark ; tantôt en cherchant liaison avec un capitalisme disposant de colonies : l'Angleterre ou la France. Les négociations au sujet de la Ruhr entre capitalistes français et allemands, négociations qui se poursuivent en dépit de tous les démentis, en témoignent.

Pour rétablir l'ancienne accumulation, le capitalisme doit retrouver ses débouchés, et au delà, garantir la marche de la production en asservissant brutalement les salariés.

L'Italie, plus faible que ses alliés, immédiatement après la guerre en butte aux luttes sociales plus profondes et plus aiguës que l'Angleterre et la France, n'a pu éviter une stagnation de l'accumulation, une dislocation sensible de sa structure sociale, et par là, le fascisme, qui s'efforce de ramener la prospérité par une exploitation intensifiée du prolétariat à l'intérieur et par une politique impérialiste nettement marquée à l'extérieur.

L'impérialisme et le fascisme sont dus à la même cause : aux efforts de la bourgeoisie de maintenir ou de rétablir l'accumulation. Plus l'impérialisme progresse, plus il détruit les possibilités d'accumulation au lieu d'en créer. C'est ainsi qu'il est de plus en plus obligé de recourir à son *ultima ratio*, à son dernier remède : au fascisme. Le capitalisme se ruine et se consume presque lui-même. Mais si le prolétariat ne veut pas périr au milieu de ce grandiose effondrement, il faut qu'il abatte lui-même les ruines du capitalisme avant qu'il ne soit trop tard.

Lucien REVO.

# Chronique Internationale

## ANGLETERRE

Depuis le début de la présente session parlementaire, le gouvernement (conservateur) a subi, aux élections complémentaires, de très sensibles échecs. Dans un faubourg de l'Ouest de Londres il a cédé un siège aux libéraux. Au *Labour Party*, il en a cédé deux, l'un à Mitcham, circonscription petite-bourgeoise de Londres, l'autre à Edgehill, dans une cité industrielle connue pour ses luttes religieuses et politiques (Liverpool) et dans un quartier réputé comme le fief incontesté du conservatisme. Les causes de ces échecs sont doubles : l'habitude du public anglais de signifier au gouvernement son mécontentement, à la veille de grandes élections, par des rebuffades de ce genre — et la menace de quelques mesures fiscales atteignant la petite-bourgeoisie. Celle-ci, pour donner à réfléchir aux gouvernants, a voté avec ensemble pour les travailleurs.

La bourgeoisie anglaise est profondément, quoique sourdement, mécontente de la politique actuelle et de ses effets, pour le prestige britannique, sur les impôts, sur le commerce. Elle veut « la paix et l'honneur » et pense surtout aux « économies ». Les campagnes de Mésopotamie et des Dardanelles ont rendu à l'avance impopulaire l'idée d'une guerre au Levant. Rien n'est plus déplaisant aux yeux de l'Anglais, quoique ce soit sans doute honorable, que de mourir pour sa patrie dans les sables de l'Irak ou sur les pentes de Gallipoli. Mieux vaut, en outre, vendre au Levant du coton, que de faciliter, baïonnettes et canons aidant, les ténébreuses combinaisons de financiers cosmopolites — prompts à raffler les pétroles à l'instar de M. Basile Zaharoff. Enfin les Indes paraissent disposées à recevoir de nouveau le coton du Lancashire pourvu qu'on ne s'oppose pas au mouvement du *Khalifat*. Aucun bourgeois anglais ne songe pourtant à une évacuation de l'Orient qui signifierait une diminution du prestige britannique. Le bourgeois anglais s'indigne du tort causé par la politique française en Allemagne au commerce de son pays ; mais s'indigne aussi à l'idée que les « Huns » qui ont « causé » la guerre ne veulent pas la payer. Il sait, en outre, que l'Angleterre a le tiers à peine des avions dont dispose la France et moins de sous-marins que celle-ci. Et, pour comble, le cabinet Bonar Law, capitulant devant les créanciers yankees, a grevé le budget des contribuables d'une taxe de 36.000.000 de livres par an pour dix-huit ans... Les affaires ne s'améliorent pas et toutes ces raisons font que la bourgeoisie britannique prend conscience des inconvénients de la situation.

Les libéraux l'ont déçue. Les conservateurs la déçoivent. Elle se tourne vers le *Labour Party*. Lui donnera-t-il « la paix, le respect, la stabilité, l'économie » ? Mais il y a les Ecossais « sauvages » dont elle ne sait qu'attendre et quelque 25 députés travaillistes que les courbettes des leaders devant la royauté laissent mécontents. Les leaders du *Labour Party* paraissent très sûrs. Seulement, ni Snowden ni Macdonald, quand bien même ce dernier déclare à un journal millionnaire que son parti « n'a pas un cent millionième de sympathie pour le bolchevisme », ne sauraient enrayer l'avalanche que leurs propres discours risquent de provoquer sur les bords de la Clyde.

La bourgeoisie veut un changement, un retour en arrière, au-delà de 1914. Souvenons-nous qu'elle est, en Angleterre, très nombreuse, le pays ayant été, par excellence, celui de la concurrence capitaliste. La religion est plus démocratique qu'autoritaire. L'absence de service militaire obligatoire, la fréquentation des églises par toutes les classes de la société, leur politique de race commune ont entretenu chez elles quantité de préjugés communs. Les éléments aventureux, d'ailleurs, émigrent depuis longtemps aux colonies ou aux Etats-Unis. Et le capitalisme anglais a su depuis trois générations montrer à ses prolétaires que leur sort s'améliore et qu'ils sont intéressés à la prospérité de l'Empire. Tout ceci change, mais très lentement. Les traditions ne meurent que peu à peu.

Communistes anglais, nous devons avoir une patience infinie, consentir à paraître des rêveurs, ne pas craindre d'être ridiculisés. Nous vivons encore dans une île de paix et de prospérité. Mais nous voyons et nous montrons que les principes insulaires de la Grande-Bretagne s'en vont. Economiquement, le pays s'achemine vers la révolution. Psychologiquement, le peuple croit qu'il en a été et qu'il en sera toujours de même. Stabilité perpétuelle de l'ordre établi !

Nos camarades de l'Internationale se sont malheureusement quelquefois écarté de leur propre interprétation marxiste des faits dans l'estimation des perspectives révolutionnaires en Grande-Bretagne et dans quelques autres pays. Des militants ouvriers de la Clyde les ont aussi, point intentionnellement d'ailleurs, trompés, entraînés qu'ils étaient par l'ardeur des luttes locales et l'on peut en dire autant de camarades londoniens, à cause de l'influence relative du marxisme dans les milieux ouvriers de la capitale. Les industrialistes de la Clyde ont trop tôt annoncé une révolution soviétique. Les politiques de Londres ont indiqué que la centralisation nouvelle du *Labour Party* laisserait de moins en moins de place aux communistes. Le L. P., en effet, s'est donné une direction centrale et des éléments bourgeois, mécontents, viennent fortifier l'opportunisme.

Une scission est possible dans le *Labour Party*. Je pense qu'elle pourra prendre la forme d'une séparation des sections écossaises du L. P. Mais la grande influence électorale de l'Independent *Labour Party* dans l'Ouest ne permet pas que cette division possible cause un rapprochement avec les communistes. Cette réorganisation permettrait au L. P. de recueillir en Angleterre conservatrice les voix des électeurs modérés et en Ecosse radicale les suffrages des radicaux et des extrémistes. Il en résulterait probablement un gouvernement travailliste.

Ce serait pour la masse des adhérents du L. P. le commencement de la désillusion. D'ici-là, le Parti Communiste anglais, numériquement trop faible, ne peut qu'affirmer l'inévitable débacle de l'opportunisme et de l'impérialisme, souligner leurs faiblesses et leurs revers, aider les chômeurs dans leur action quotidienne, aider les trade-unions à résister au patronat, apprendre à ses effectifs, lentement mais sûrement croissants, à appliquer, parmi les difficultés quotidiennes, les méthodes communistes et les directives de l'Internationale.

Walter NEWBOLD.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS  
UNISSEZ-VOUS!

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



N°

MOSCOU  
KREMLIN.



PETROGRAD  
SMOLNY

23

*L'Internationale Communiste*, revue publiée par le Comité Exécutif de l'I. C., est indispensable aux vrais militants. Elle publie des articles des principaux théoriciens et leaders du mouvement ouvrier révolutionnaire mondial. Elle paraît simultanément en quatre langues à Petrograd, Berlin, Londres et Paris. L'édition française est en vente à la librairie de *l'Humanité*, 120, rue Lafayette, au prix de 4 francs le numéro.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXECUTE  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUES

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.